

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Du 12 janvier 2015

n°146

Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

SOMMAIRE

Conseils du 12 janvier 2015

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS	3
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS	30
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES	31

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	5
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	15
AMENAGEMENT ET URBANISME	16
CULTURE	17
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	18
EAU ET MILIEUX AQUATIQUES	19
EMPLOI-TPE&PME-ARTISANAT ET AGRICULTURE	20
ENVIRONNEMENT	21
ESPACE PUBLIC	22
FINANCES	23
LOGEMENT	24
POLITIQUE DE LA VILLE	25
PROXIMITE ET RELATIONS USAGERS	26
RESSOURCES HUMAINES	27
SPORTS ET TRADITIONS	28
TRANSPORTS ET MOBILITE	29

	<i>Page</i>
HORS COMMISSION	
Bureau de Montpellier Méditerranée Métropole - Modification de la composition	6
Élections des Vice-Présidents et autre membre	8
Commissions du Conseil de la Métropole	12
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	
Néant	15
AMENAGEMENT ET URBANISME	
Néant	16
CULTURE	
Néant	17
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	
Néant	18
EAU ET MILIEUX AQUATIQUES	
Néant	19
EMPLOI-TPE&PME-ARTISANAT ET AGRICULTURE	
Néant	20
ENVIRONNEMENT	
Néant	21
ESPACE PUBLIC	
Néant	22
FINANCES	
Néant	23
LOGEMENT	
Néant	24
POLITIQUE DE LA VILLE	
Néant	25
PROXIMITE ET RELATIONS USAGERS	
Néant	26
RESSOURCES HUMAINES	
Néant	27
SPORTS ET TRADITIONS	
Néant	28
TRANSPORTS ET MOBILITE	
Néant	29

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 12 JANVIER 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze janvier à seize heures quinze, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLÈS, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILÈS, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme A. M. ARQUILIERE suppléant de M. Y. PELLET.

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. T. DEWINTRE à Mme C. DARDE, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme J. FRÈCHE à M. H. MARTIN.

Absent(es):

Mme M.-P. PASDELOU

**HORS COMMISSION – BUREAU DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ -
MODIFICATION DE LA COMPOSITION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la création au 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, prononcée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, il convient de définir la nouvelle composition du Bureau et de fixer le nombre de Vice-Présidents et autre(s) membre(s).

Conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales, le Bureau de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale est composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-Présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autre(s) membre(s).

Cet article précise que « Le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 %, arrondi à l'entier supérieur, de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents. Pour les métropoles, le nombre de vice-présidents est fixé à vingt ».

Il est donc proposé, compte tenu de l'évolution de nos institutions et de nos compétences, d'intégrer au Bureau 5 Vice-Présidents supplémentaires et de maintenir 1 poste de membre n'ayant pas qualité de Vice-Président.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre des membres du bureau de Montpellier Méditerranée Métropole à 22, soit le Président, 20 Vice-Présidents et 1 "autre membre",
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire 16 JAN. 2015
Publié le :
Déposé En Préfecture 16 JAN. 2015
Le :
Numéro de l'acte : *Imc 190555-DE*

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 12 JANVIER 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze janvier à seize heures quinze, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme A. M. ARQUILIERE suppléant de M. Y. PELLET.

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. T. DEWINTRE à Mme C. DARDE, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN.

Absent(es):

Mme M.-P. PASDELOU

HORS COMMISSION – ÉLECTIONS DES VICE-PRÉSIDENTS ET AUTRE MEMBRE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le Conseil est appelé à élire de nouveaux membres du Bureau, suite à la création au 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole.

Compte tenu de la législation applicable aux métropoles et suite à l'adoption de la délibération n°12719 du 12 janvier 2015, 5 postes de Vice-Présidents supplémentaires ont été créés et un poste de membre du Bureau n'ayant pas la qualité de Vice-Président maintenu.

Sur proposition du Président, le Bureau est donc composé comme suit :

- le Président ;
- 20 Vice-Présidents, dont 15 Vice-Présidents élus lors du Conseil du 22 avril 2014 (délibération n°12200) et 5 Vice-Présidents supplémentaires à élire dans le cadre de la présente affaire ;
- 1 membre du bureau n'ayant pas la qualité de Vice-Président, élu lors du Conseil du 22 avril 2014 (délibération n°12200).

Il est donc proposé de procéder à l'élection des 5 nouveaux Vice-Présidents (du seizième au vingtième Vice-Président) en complément des 15 Vice-Présidents déjà élus, l'ordre du tableau correspondant à l'ordre d'élection des Vice-Présidents.

Les 15 Vice-Présidents élus en avril 2014 sont les suivants :

Catherine DARDE, 1^{ère} Vice-Présidente ;
Max LEVITA, 2^{ème} Vice-Président ;
Stéphanie JANNIN, 3^{ème} Vice-Présidente ;
Cyril MEUNIER, 4^{ème} Vice-Président ;
Isabelle GUIRAUD, 5^{ème} Vice-Présidente ;
Laurent JAOUL, 6^{ème} Vice-Président ;
Bernard TRAVIER, 7^{ème} Vice-Président ;
Isabelle GIANIEL, 8^{ème} Vice-Présidente ;
Rabii YOUSSEF, 9^{ème} Vice-Président ;
Jean-Luc MEISSONNIER, 10^{ème} Vice-Président ;
Isabelle TOUZARD, 11^{ème} Vice-Présidente ;
Pierre BONNAL, 12^{ème} Vice-Président ;
René REVOL, 13^{ème} Vice-Président ;
Chantal MARION, 14^{ème} Vice-Présidente ;
Noël SEGURA, 15^{ème} Vice-Président.

Le membre du bureau n'ayant pas la qualité de Vice-Président, élu lors du Conseil du 22 avril 2014 est le suivant :

Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller délégué à la Communication.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.5211-2 et L.2122-7, chacun des nouveaux membres du Bureau doit être élu successivement au scrutin uninominal majoritaire à trois tours. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Pour chacune des élections à intervenir, il sera pris acte des candidatures après présentation de l'affaire, vote dans l'ordre du tableau et proclamation des résultats pour chacun des postes.

Le Conseil procède à l'élection des membres du Bureau selon les dispositions susvisées.

Election du seizième Vice-Président :

Monsieur le Président propose la candidature de Mme Régine ILLAIRE.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1^{er} tour de scrutin :**

Présents : 90

(émargements)

Votants : 90

Bulletins nuls : 2

(bulletins litigieux à déduire
articles L65 et L66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 3

Suffrages exprimés : 85

Majorité absolue : 43

Madame Régine ILLAIRE, ayant obtenu 85 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés.

Election du dix-septième Vice-Président :

Monsieur le Président propose la candidature de Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1^{er} tour de scrutin :**

Présents : 90

(émargements)

Votants : 90

Bulletins nuls : 2

(bulletins litigieux à déduire
articles L65 et L66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 1

Suffrages exprimés : 87

Majorité absolue : 44

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, ayant obtenu 87 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés.

Election du dix-huitième Vice-Président :

Monsieur le Président propose la candidature de M. Jean-François AUDRIN.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1^{er} tour de scrutin :**

Présents : 91

(émargements)

Votants : 91

Bulletins nuls : 3

(bulletins litigieux à déduire
articles L65 et L66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 5

Suffrages exprimés : 83

Majorité absolue : 43

Monsieur Jean-François AUDRIN, ayant obtenu 83 voix, est élu à l'unanimité des suffrages exprimés.

Election du dix-neuvième Vice-Président :

Monsieur le Président propose la candidature de Mme Michelle CASSAR.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1^{er} tour de scrutin :**

Présents : 91

(émargements)

Votants : 91

Bulletins nuls : 5

(bulletins litigieux à déduire
articles L65 et L66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 15

Suffrages exprimés : 71

Majorité absolue : 36

Madame Michelle CASSAR, ayant obtenu 71 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés.

Election du vingtième Vice-Président :

Monsieur le Président propose la candidature de Mme Eliane LLORET.

Aucune autre candidature n'est proposée.

*** 1^{er} tour de scrutin :**

Délibération n° 12720

Présents : 91

(émargements)

Votants : 91

Bulletins nuls : 5

(bulletins litigieux à déduire
articles L65 et L66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 8

Suffrages exprimés : 78

Majorité absolue : 40

Madame Eliane LLORET, ayant obtenu 78 voix, est élue à l'unanimité des suffrages exprimés.

A l'issue de ce vote, le Bureau de Montpellier Méditerranée Métropole est donc composée comme suit :

Philippe SAUREL, Président

Catherine DARDE, 1^{ère} Vice-Présidente ;

Max LEVITA, 2^{ème} Vice-Président ;

Stéphanie JANNIN, 3^{ème} Vice-Présidente ;

Cyril MEUNIER, 4^{ème} Vice-Président ;

Isabelle GUIRAUD, 5^{ème} Vice-Présidente ;

Laurent JAOUL, 6^{ème} Vice-Président ;

Bernard TRAVIER, 7^{ème} Vice-Président ;

Isabelle GIANIEL, 8^{ème} Vice-Présidente ;

Rabii YOUSSEF, 9^{ème} Vice-Président ;

Jean-Luc MEISSONNIER, 10^{ème} Vice-Président ;

Isabelle TOUZARD, 11^{ème} Vice-Présidente ;

Pierre BONNAL, 12^{ème} Vice-Président ;

René REVOL, 13^{ème} Vice-Président ;

Chantal MARION, 14^{ème} Vice-Présidente ;

Noël SEGURA, 15^{ème} Vice-Président ;

Régine ILLAIRE, 16^{ème} Vice-Présidente ;

Jackie GALABRUN-BOULBES, 17^{ème} Vice-Présidente ;

Jean-François AUDRIN, 18^{ème} Vice-Président ;

Michelle CASSAR, 19^{ème} Vice-Présidente ;

Eliane LLORET, 20^{ème} Vice-Présidente ;

Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller spécial délégué à la Communication.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'élection dans les conditions définies ci-dessus des 5 Vice-Présidents supplémentaires ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire

16 JAN. 2015

Publié le :

Déposé En Préfecture

16 JAN. 2015

Le :

Numéro de l'acte : Imc 190 555 - DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL





SEANCE ORDINAIRE DU 12 JANVIER 2015

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quinze et le douze janvier à seize heures quinze, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-M. ALAUZET, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme A. M. ARQUILIERE suppléant de M. Y. PELLET.

Pouvoir(s):

Mme A. DESTAILLATS à M. J.-L. MEISSONNIER, M. T. DEWINTRE à Mme C. DARDE, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme J. FRÊCHE à M. H. MARTIN.

Absent(es):

Mme M.-P. PASDELOU

HORS COMMISSION – COMMISSIONS DU CONSEIL DE LA MÉTROPOLE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, issue de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, bénéficie de compétences élargies afin de renforcer la structuration et le développement de son territoire notamment en matière de voirie et d'espace public, d'urbanisme, de développement économique et dans le domaine de l'énergie.

Un Bureau élargi et complété de conseillers délégués assureront avec le Président, la gouvernance de cette Métropole et le suivi des projets.

Il est donc nécessaire, en application des articles L. 2121-22 et L. 5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, de modifier le nombre et l'objet des commissions chargées d'étudier les affaires qui seront soumises au Conseil de la Métropole.

A ce titre, il est proposé de créer 5 nouvelles commissions et de modifier la dénomination et le champ de compétences de 9 commissions déjà existantes.

Il est rappelé que conformément à l'article 6 du règlement intérieur du Conseil, adopté le 1^{er} octobre 2014, la compétence des commissions est limitée aux seules affaires relevant des domaines d'intervention de la Métropole. Les commissions ont un rôle consultatif, elles émettent des avis. Elles examinent les affaires qui leur sont soumises et en particulier, les projets de délibérations intéressant leur domaine thématique.

Les conseillers qui souhaitent faire partie d'une commission ou de plusieurs commissions en émettent le vœu auprès du Président de la Métropole.

Les commissions sont également ouvertes aux adjoints au Maire ou aux conseillers municipaux qui, sans avoir la qualité de conseillers métropolitains, sont titulaires d'une délégation en rapport avec l'objet des commissions. Ces élus sont désignés par le Maire de la commune. Cette décision est notifiée à la Métropole.

La commission des Finances comprend, quant à elle, au moins l'ensemble des Maires.

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole est Président de droit de toutes les commissions. Chaque commission élit en son sein un Président délégué, chargé de convoquer et de présider chaque réunion en l'absence du Président.

Un ou deux Présidents suppléants, désignés par les membres de la commission sont chargés d'assister le Président délégué ou de le remplacer en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Chaque commission est rattachée à un domaine d'activité de la Métropole et à un ou plusieurs services.

Les commissions se réunissent sur convocation, du Président délégué ou d'un président suppléant de la commission compétente. La convocation est adressée au domicile choisi par chaque membre de la commission.

Après recensement des vœux émis par chacun des membres du Conseil de la Métropole et des désignations des maires des communes membres à intervenir au plus tard **le mercredi 28 janvier 2015** concernant d'éventuelles adhésions ou retraits, suite à l'adoption de la nouvelle liste, telle que définie ci-dessous, la composition des commissions sera établie par délibération, lors de la séance du Conseil de la Métropole du 5 février.

Un courrier sera transmis à cet effet à l'ensemble des conseillers métropolitains titulaires et suppléants et chacun des Maires des communes membres.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver la liste des 20 commissions suivantes dont le domaine d'intervention est fixé ci-après :

- Finances ;
- Administration générale, contentieux et affaires juridiques ;
- Ressources Humaines ;
- Culture ;
- Sports et traditions sportives ;
- Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche ;
- Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques ;
- Service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Transports et mobilité ;
- Voirie, espace public ;
- Agro-écologie et alimentation ;
- Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat ;
- Logement ;
- Développement et aménagement durable du territoire et de l'espace public, habitat ;
- Cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage ;
- Gestion des temps, accessibilité, handicap et autonomie ;
- Participation citoyenne, performance et évaluation des politiques publiques ;
- Energie et transition énergétique ;
- Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public ;
- Valorisation et protection animales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre de commissions chargées d'étudier les questions soumises au Conseil à 20 ;
- approuver les domaines d'intervention de chacune d'elles ;
- approuver les modalités de constitution des ces commissions telles que définies ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Métropole adopte.

Certifié Exécutoire
Publié le : 16 JAN. 2015
Déposé En Préfecture 16 JAN. 2015
Le :
Numéro de l'acte : Imc 190560-DE

Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

M. Philippe SAUREL



**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX
ET AFFAIRES JURIDIQUES**

AMENAGEMENT ET URBANISME

CULTURE

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET
ATTRACTIVITE**

EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

**EMPLOI-TPE&PME-ARTISANAT ET
AGRICULTURE**

ENVIRONNEMENT

ESPACE PUBLIC

FINANCES

LOGEMENT

POLITIQUE DE LA VILLE

PROXIMITE ET RELATIONS USAGERS

RESSOURCES HUMAINES

SPORTS ET TRADITIONS

TRANSPORTS ET MOBILITE

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE 3

ARRETES

Pages

Arrêté n°A2014-154 : Avenant N° au Programme d'Actions Local 2014 en faveur de la réhabilitation du parc privé	34
Arrêté n°A2014-166 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits du Pôle Ressources et Moyens (A2014-45 abrogé)	35
Arrêté n°A2015-1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Catherine DARDE dans les domaines de la Cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi et des aires d'accueil des gens du voyage (A2014-71 abrogé)	38
Arrêté n°A2015-2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Michelle CASSAR dans les domaines de l'Energie et la transition énergétique	40
Arrêté n°A2015-3 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat (A2014-73 abrogé)	42
Arrêté n°A2015-4 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans les domaines de la Prévention des risques majeurs et la gestion des milieux aquatique	44
Arrêté n°A2015-5 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité (A2014-78 abrogé)	46
Arrêté n°A2015-6 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'Administration Générale, du Contentieux et des Affaires Juridiques (A2014-75 abrogé)	48
Arrêté n°A2015-7 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Eliane LLORET dans les domaines de la Participation citoyenne, la performance et l'évaluation des politiques publiques	50
Arrêté n°A2015-8 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Régine ILLAIRE dans les domaines de la Gestion des temps, l'accessibilité, le handicap et l'autonomie	52
Arrêté n°A2015-9 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de la Valorisation et la protection animales (A2014-88 abrogé)	54
Arrêté n°A2015-10 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines (A2014-82 abrogé)	56
Arrêté n°A2015-11 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Laurent JAOUJ dans les domaines de la proximité, des relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche (A2014-76 abrogé)	58
Arrêté n°A2015-12 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Max LEVITA dans le domaine des Finances (A2014-72 abrogé)	60
Arrêté n°A2015-13 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions sportives (A2014-80 abrogé)	62
Arrêté n°A2015-14 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine de la Prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'Espace public (A2014-74 abrogé)	64
Arrêté n°A2015-15 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur René REVOL dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement (A2014-83 abrogé)	66
Arrêté n°A2015-16 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Noël SEGURA dans le domaine du Logement (A2014-85 abrogé)	68
Arrêté n°A2015-17 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Bernard Travier dans le domaine de la Culture (A2014-77 abrogé)	70
Arrêté n°A2015-18 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Rabii YOUSSEF dans les domaines de la Voirie et de l'Espace public (A2014-79 abrogé)	72
Arrêté n°A2015-19 : Délégation de signature à M. Jean-Luc COUSQUER chargé du tourisme auprès de madame Chantal MARION	74
Arrêté n°A2015-20 : Délégation de signature à M. Jean-Luc SAVY chargé de l'optimisation des finances publiques auprès de Max LEVITA	76
Arrêté n°A2015-21 : Délégation de signature à Mme Caroline NAVARRE chargée de la prévention santé auprès de Madame Chantal MARION	78

Arrêté n°A2015-22 : Délégation de signature à Mme Sonia KERANGUEVEN en charge du Centre d'Art Contemporain auprès de M. Bernard TRAVIER, et de Smart City auprès de Madame Chantal MARION (A2014-144 abrogé)	80
Arrêté n°A2015-23 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat (A2014-84 abrogé)	82
Arrêté n°A2015-24 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'Agro-écologie et de l'alimentation (A2014-81 abrogé)	84
Arrêté n°A2015-25 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de la Communication (A2014-87 abrogé)	86
Arrêté n°A2015-26 : Délégation de signature à M. Yvon PELLET chargé de la promotion des produits agricoles, viticoles et fêtes afférentes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de Madame Isabelle TOUZARD (A2014-120 abrogé)	88
Arrêté n°A2015-27 : Délégation de signature à M. Joël RAYMOND chargé du développement du très haut débit et de la lutte contre la fracture numérique auprès de Madame Chantal MARION (A2014-120 abrogé)	90
Arrêté n°A2015-28 : Délégation de signature relative aux attestations de services faits du pôle CSS. (A2014-41)	92
Arrêté n°A2015-29 : Représentation du Président au sein de la Commission Intercommunale des Impôts Directs (A2014-41 abrogé)	95
Arrêté n°A2015-30 : Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » / Autorisation de Stationnement N° 69	97
Arrêté n°A2015-31 : Arrêté relatif à la CDAC du 3 février 2015- Délégation accordée à Madame Chantal MARION pour siéger et voter le 3/02/15 au sein de la CDAC pour l'examen d'un projet d'exploitation commerciale à Saint Jean de Védas	100
Arrêté n°A2015-32 : Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Clapiers et sur le projet de Périmètre de Protection Modifié (PPM)	101
Arrêté n°A2015-33 : Modification PLU Montpellier-Désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique	104
Arrêté n°A2015-34 : Arrêté d'ouverture d'une enquête publique relative à la modification du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier	106
Arrêté n°A2015-35 : Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saussan	110
Arrêté n°A2015-45 : Arrêté de péril imminent, urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment situé 7 rue Boussairolles concernant les logements RDC de 1 à 8, R+1 de 101 à 112, R+2 de 201 à 206 et 209 à 212, R+3 de 301 à 303 et de 309 à 312, R+4 de 402 à 404, 409, 411 et 412.	113



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Avenant n° 1 au Programme d'Actions Local 2014 en faveur de la réhabilitation du parc privé

- Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment l'article R.321-10-1,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 26 mai 2009 autorisant le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à conclure avec l'Etat la convention de délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 29 mars 2012 autorisant le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à conclure avec l'Anah la convention de gestion des aides à l'habitat privé,
- Vu la délibération du Conseil Communautaire du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en tant que Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la convention de délégation de compétence des aides à la pierre du 29 juin 2009 conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Etat, et ses avenants,
- Vu la convention de gestion des aides à l'habitat privé du 30 avril 2012 conclue entre l'Agence Nationale de l'Habitat et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et ses avenants.

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'avenant n°1 au Programme d'Actions Local 2014 en faveur de la réhabilitation du parc privé de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, annexé au présent arrêté, est approuvé.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-154
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 189269-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux attestations de services faits du Pôle Ressources et Moyens

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2014-45 du 16 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature pour les attestations de services faits du Pôle Ressources et Moyens,
- VU la note de service 2010-04-153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n° 05-216 du 18 mars 2005 portant affectation de Madame Christel CELIE sur l'emploi de Directrice du Pôle Ressources et Moyens,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2014-45 du 16 avril 2014 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Nathalie GANDREAU, à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Finances. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Franck OLIVIE.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Vinh PHAM à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant

de la Direction des ressources humaines. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vinh PHAM, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Thomas MIZRAKI.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des moyens généraux et des bâtiments. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Mary-Laure DUPUIS.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Pierre BRICE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Ressources informatiques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Philippe GIPPET.

ARTICLE 6 : Délégation est accordée à Monsieur Philippe RENAUD à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laurence BONNET et Monsieur Fabrice MOURET.

ARTICLE 7 : Délégation est accordée à Madame Christel CELIE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Pôle Ressources et Moyens. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christel CELIE, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Vinh PHAM, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD pour les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant respectivement de la Direction des Finances, de la Direction des ressources humaines, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des ressources informatiques, de la Direction des affaires juridiques et des marchés publics.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Christel CELIE, et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Vinh PHAM, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée pour les attestations de services faits relatives aux marchés dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T émanant du Pôle Ressources et Moyens à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Yves NURIT, de Madame Christel CELIE, ainsi que de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Vinh PHAM, Madame Isabelle LE VANNIER, Monsieur Pierre BRICE, Monsieur Philippe RENAUD chacun dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée pour les attestations de services faits relatives aux marchés dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T émanant du Pôle Ressources et Moyens à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-166
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc 190188-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Catherine DARDE

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-71 du 25 avril 2014 attribué à Madame Catherine DARDÉ dans le domaine de la Politique de la Ville,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n° A2014-71 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Catherine DARDÉ dans les domaines de la Cohésion sociale, de la politique de la ville, de la lutte contre les discriminations, de l'insertion par l'emploi et des aires d'accueil des gens du voyage. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Catherine DARDÉ est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence défini à l'article 2, Madame Catherine DARDÉ est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine DARDÉ, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-1
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc190693-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Michelle CASSAR

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Michelle CASSAR dans les domaines de l'Energie et la transition énergétique. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Michelle CASSAR est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 1, Madame Michelle CASSAR est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

2.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

2.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Michelle CASSAR, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Michelle CASSAR et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-2
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 190696-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Stéphanie JANNIN

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-73 du 25 avril 2014 attribué à Madame Stéphanie JANNIN les domaines de l'Urbanisme et de l'Aménagement,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014-73 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Stéphanie JANNIN est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 2, Madame Stéphanie JANNIN est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II. du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie JANNIN et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-3
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 190698 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Jackie GALABRUN BOULBES

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN BOULBES en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Jackie GALABRUN BOULBES dans les domaines de la Prévention des risques majeurs et la gestion des milieux aquatiques. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Jackie GALABRUN BOULBES est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 1, Madame Jackie GALABRUN BOULBES est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

2.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

2.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jackie GALABRUN BOULBES, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Jackie GALABRUN BOULBES et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-4
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	2mc190702_AR

Fait à Montpellier, le 21 JAN. 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Isabelle GIANIEL

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-78 du 25 avril 2014 attribué à Madame Isabelle GIANIEL les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n° A2014- 78 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Isabelle GIANIEL est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 2, Madame Isabelle GIANIEL est autorisée à signer toute décision concernant la

préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle GIANIEL, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle GIANIEL et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-5
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc190704 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Isabelle GUIRAUD

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-75 du 25 avril 2014 attribué à Madame Isabelle GUIRAUD les domaines de l'Administration Générale, du Contentieux et des Affaires Juridiques,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n° A2014- 75 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines de l'Administration Générale, du Contentieux et des Affaires Juridiques. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Isabelle GUIRAUD est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 2, Madame Isabelle GUIRAUD est autorisée à signer toute décision concernant la

préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000,€ HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle GUIRAUD, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle GUIRAUD et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-6
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN 2015
Notifié le	
Identifiant	Smc 190706 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Eliane LLORET

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Eliane LLORET en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Eliane LLORET dans les domaines de la Participation citoyenne, la performance et l'évaluation des politiques publiques. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Eliane LLORET est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 1, Madame Eliane LLORET est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

2.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

2.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Eliane LLORET, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Eliane LLORET et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-7
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Lmc190708-AR

Fait à Montpellier, le 21 JAN. 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Régine ILLAIRE

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Régine ILLAIRE en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Régine ILLAIRE dans les domaines de la Gestion des temps, l'accessibilité, le handicap et l'autonomie. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Régine ILLAIRE est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 2.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 1, Madame Régine ILLAIRE est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 1 et 2 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

2.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

2.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Régine ILLAIRE, les délégations prévues aux articles 1 et 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Régine ILLAIRE et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-8
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Lmc 190710-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. François AUDRIN

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-88 du 25 avril 2014 attribué à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de la Protection des animaux,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014- 88 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de la Valorisation et la protection animales. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Jean-François AUDRIN est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Jean-François AUDRIN est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François AUDRIN, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-François AUDRIN et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-9
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Smc190746-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Pierre BONNAL

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-82 du 25 avril 2014 attribué à Monsieur Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014-82 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Pierre BONNAL dans le domaine des Ressources Humaines. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Pierre BONNAL est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Pierre BONNAL est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BONNAL, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre BONNAL et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-10
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc190748-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Laurent JAOUL

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-76 du 25 avril 2014 attribué à Monsieur Laurent JAOUL dans les domaines de la proximité et des relations avec les usagers,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014-76 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Laurent JAOUL dans les domaines de la proximité, des relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Laurent JAOUL est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Laurent JAOUL est autorisé à signer toute décision concernant la préparation,

la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent JAOU, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent JAOU et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-11
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc190750-AR

Fait à Montpellier, le 21 JAN. 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Max LEVITA

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-72 du 25 avril 2014 attribué à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014-72 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Max LÉVITA est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Max LÉVITA est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LÉVITA, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-12
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Lmc 190752-AR

Fait à Montpellier, le 21 JAN. 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Jean-Luc MEISSONNIER

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-80 du 25 avril 2014 attribué à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions,,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014-80 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans les domaines des Sports et des Traditions sportives. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER est autorisé à signer toute décision concernant la

préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-13
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Lmc 190754-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Cyril MEUNIER

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-74 du 25 avril 2014 attribué à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine de l'Environnement,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n° A2014- 74 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine de la Prévention et valorisation des déchets et la propreté de l'Espace public. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Cyril MEUNIER est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Cyril MEUNIER est autorisé à signer toute décision concernant la préparation,

la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cyril MEUNIER, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Cyril MEUNIER et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-14
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc 190756-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. René REVOL

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-83 du 25 avril 2014 attribué à Monsieur René REVOL dans les domaines de l'eau et des milieux aquatiques,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014-83 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur René REVOL dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur René REVOL est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur René REVOL est autorisé à signer toute décision concernant la préparation,

la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur René REVOL, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur René REVOL et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-15
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Lmc 190758-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL 21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Noël SEGURA

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SÉGURA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014- 85 du 25 avril 2014 attribué à Monsieur Noël SÉGURA dans le domaine du Logement,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n° A2014- 85 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Noël SÉGURA dans le domaine du Logement. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Noël SÉGURA est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Noël SÉGURA est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Noël SÉGURA, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Noël SÉGURA et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-16
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 190760-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Bernard TRAVIER

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-77 du 25 avril 2014 attribué à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014-77 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Bernard TRAVIER est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Bernard TRAVIER est autorisé à signer toute décision concernant la préparation,

la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard TRAVIER, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bernard TRAVIER et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-17
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 190762-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M. Rabii YOUSSEUS

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014-79 du 25 avril 2014 attribué à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine Espace Public,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014-79 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans les domaines de la Voirie et de l'Espace public. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Monsieur Rabii YOUSSEUS est habilité à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Rabii YOUSSEUS est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € HT,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € HT),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Rabii YOUSSEUS, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Rabii YOUSSEUS et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-18
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc 190764-AR

Fait à Montpellier le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation signature à M. Jean-Luc COUSQUER

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU l'arrêté n° 2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la qualité de conseiller métropolitain de Monsieur Jean-Luc COUSQUER,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Luc COUSQUER est chargé du tourisme auprès de Madame Chantal MARION.

ARTICLE 2 : Dans le cadre du domaine de compétence défini à l'article 1, une délégation de signature est attribuée à Monsieur Jean-Luc COUSQUER.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-19
Transmis en Préfecture le	29.01.2015
Affiché le	29.01.2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 190792AR

Fait à Montpellier, le 29.01.2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation signature à M. Jean-Luc SAVY

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président
- VU l'arrêté n° A 2015-12 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Max LÉVITA, dans le domaine des Finances,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la qualité de conseiller métropolitain de Monsieur Jean-Luc SAVY,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Luc SAVY est chargé de l'optimisation des finances publiques auprès de monsieur Max LEVITA.

ARTICLE 2 : Dans le cadre du domaine de compétence défini à l'article 1, une délégation de signature est attribuée à Monsieur Jean-Luc SAVY.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-20
Transmis en Préfecture le	29.01.2015
Affiché le	29.01.2015
Notifié le	
Identifiant	Fmc 190794 - AR

Fait à Montpellier, le 29.01.2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation signature à Mme Caroline NAVARRE

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ,
- VU, l'arrêté n°A2015- 23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal Marion dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- VU la qualité de conseillère métropolitaine de Madame Caroline NAVARRE,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Madame Caroline NAVARRE est chargée de la Prévention santé auprès de Madame Chantal MARION.

ARTICLE 2 : Dans le cadre du domaine de compétence défini à l'article 1, une délégation de signature est attribuée à Madame Caroline NAVARRE.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-21
Transmis en Préfecture le	29.01.2015
Affiché le	29.01.2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 190796 - AR

Fait à Montpellier, le 29.01.2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation signature à Mme Sonia KERANGUEVEN

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président
- VU l'arrêté n°2015-17 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2015-23 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU l'arrêté de délégation de signature n°A2014- 144 du 11 décembre 2014 attribué à Madame Sonia KERANGUEVEN concernant Smart City,
- VU la qualité de conseillère métropolitaine de Madame Sonia KERANGUEVEN,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014- 144 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Madame Sonia KERANGUEVEN est en charge du Centre d'Art Contemporain auprès de Monsieur Bernard TRAVIER.

ARTICLE 3 : Madame Sonia KERANGUEVEN est en charge de Smart City auprès de Chantal MARION,

ARTICLE 4 : Dans le cadre des domaines de compétence définis aux article 2 et 3, une délégation de signature est attribuée à Madame Sonia KERANGUEVEN.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-22
Transmis en Préfecture le	29.01.2015
Affiché le	29.01.2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 190799-AR

Fait à Montpellier, le 29.01.2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Chantal MARION

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n° A2014- 84 du 25 avril 2014 attribué à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique et de l'attractivité,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014- 84 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'Artisanat. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Chantal MARION est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 2, Madame Chantal MARION est autorisée à signer toute décision concernant la

préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal MARION, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Chantal MARION et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-23
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 190801-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à Mme Isabelle TOUZARD

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n° A2014-81 du 25 avril 2014 attribué à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'Emploi, des TPE&PME, de l'Artisanat et de l'Agriculture,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n° A2014-81 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'Agro-écologie et de l'alimentation. Dans le cadre de cette délégation de fonction du Président aux Vice-Présidents conforme aux dispositions de l'article L.5211-9 du C.G.C.T, Madame Isabelle TOUZARD est habilitée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et des domaines de compétence définis à l'article 2, Madame Isabelle TOUZARD est autorisée à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 3 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle TOUZARD, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle TOUZARD et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-24
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc 190805-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de fonction à M.Abdi EL KANDOUSSI

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de membre du Bureau,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU l'arrêté de délégation de fonction n°A2014- 87 du 25 avril 2014 attribué à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de la Communication,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014- 87 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de la Communication. Cette délégation couvre toutes les attributions du Président dans le domaine de la Communication et la signature de tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence, sous les réserves visées ci-après à l'article 3.

ARTICLE 3 : Dans le cadre de cette délégation de fonction et du domaine de compétence défini à l'article 2, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI est autorisé à signer toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres relevant des délégations permanentes du Conseil au Président.

Les délégations de fonction et de signature mentionnées aux articles 2 et 3 ne s'opèrent pas pour les documents dont la signature est déléguée aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole, à savoir :

3.1/ concernant les marchés passés à l'issue d'une procédure adaptée :

- les documents relatifs à l'ouverture des plis pour les procédures inférieures à 90 000 € H.T,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux offres,
- les documents relatifs à la négociation des offres,
- la gestion des avances et cessions de créances,
- la mise en demeure et l'application de pénalités.

3.2/ concernant l'ensemble des marchés publics :

- les documents relatifs aux formalités de publicité,
- les demandes de compléments et de précisions relatives aux candidatures,
- tout document relatif à l'exécution comptable du marché (pour les bons de commande, les factures, les états de somme à payer ou à recouvrer d'un montant inférieur à 90 000 € H.T),
- les ordres de services,
- les admissions de prestations de services ou de fournitures,
- les libérations de retenue de garanties ainsi que les mains levées de garanties.

La délégation de fonction définie à l'article 1 ne s'opère pas pour l'ouverture des plis concernant les procédures relevant du domaine de compétence défini à l'article sus visé dont le montant est supérieur au seuil des procédures adaptées de fournitures courantes et services défini à l'article 26.II du Code des marchés publics pour les collectivités territoriales. Celle-ci étant déléguée :

- aux agents de la Métropole concernant les candidatures remises dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- au Président de la Commission d'Appel d'Offres concernant les plis (candidatures et offres) remis dans le cadre d'une procédure ouverte et les offres remises dans le cadre d'une procédure restreinte.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, les délégations prévues aux articles 2 et 3 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI et de Madame Catherine DARDÉ, Monsieur Christian FINA reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies aux articles ci-dessus.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-25
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc 190808-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature à M.Yvon PELLET

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente
- VU l'arrêté n° A 2015-24 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'Agro-écologie et de l'alimentation,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU l'arrêté de délégation de signature n°A2014-120 du 31 juillet 2014 attribué à Monsieur Yvon PELLET dans le domaine de la promotion des produits agricoles, viticoles et fêtes,
- VU la qualité de conseiller métropolitain de Monsieur Yvon PELLET,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014- 120 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Monsieur Yvon PELLET est chargé de la promotion des produits agricoles, viticoles et fêtes afférentes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de Madame Isabelle TOUZARD.

ARTICLE 3 : Dans le cadre du domaine de compétence défini à l'article 2, une délégation de signature est attribuée à Monsieur Yvon PELLET.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-26
Transmis en Préfecture le	29.01.2015
Affiché le	29.01.2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 19086-AR

Fait à Montpellier, le 29.01.2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature à M.Joël RAYMOND

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n° A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MATION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU l'arrêté de délégation de signature n°A2014-132 du 20 octobre 2014 attribué à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine de la promotion des produits agricoles, viticoles et fêtes,
- VU la qualité de conseiller métropolitain de Monsieur Joël RAYMOND,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté de délégation n°A2014- 120 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND est chargé de Développement du très haut débit et de la lutte contre la fracture numérique auprès de Madame Chantal MARION.

ARTICLE 3 : Dans le cadre du domaine de compétence défini à l'article 2, une délégation de signature est attribuée à Monsieur Joël RAYMOND.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-27
Transmis en Préfecture le	29.01.15
Affiché le	29.01.15
Notifié le	
Identifiant	Imc 190816-AR

Fait à Montpellier le 29.01.2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Délégation de signature relative aux attestations de services faits du pôle CSS

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2014-03-367 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'intérim de l'emploi de Directeur du Pôle Culture, Sports, Solidarité,
- VU l'arrêté A2014-41 du 16 avril 2014 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au Musée Fabre, au Planétarium, à l'Ecolothèque, au Musée archéologique Lattara, à la Direction de la Culture, des Sports et au Service Téléalarme,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n°A2014-41 du 16 avril 2014 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et de Madame Laure FELIX, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Michel HILAIRE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Musée Fabre. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame TOURRE-DARCOURT.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Olivier PERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Conservatoire à Rayonnement Régional. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier PERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Elisabeth NINGRES.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Philippe MERCIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Planétarium. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe MERCIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 6 : Délégation est accordée à Monsieur Vincent LARBEY à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de l'Ecolothèque. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent LARBEY, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 7 : Délégation est accordée à Monsieur Lionel PERNET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du musée archéologique Lattara. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Lionel PERNET, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 8 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture à l'exception de celles visées aux articles 2 à 7 du présent arrêté. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien FOURNEL.

ARTICLE 9 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien FOURNEL.

ARTICLE 10 : Délégation est accordée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, délégation de signature est donnée à Monsieur Mathieu FONTENEAU.

ARTICLE 11 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Thierry GUITTET.

ARTICLE 12 : Délégation est accordée à Monsieur Gérard LASSUS à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard LASSUS, délégation de signature est donnée à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 13 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, délégation de signature est donnée à Monsieur Gérard LASSUS.

ARTICLE 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-28
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Smc 1924 33 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Représentation du Président au sein de la Commission Intercommunale des Impôts Directs

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil n°12244 du 19 mai 2014 établissant la proposition de liste des commissaires titulaires et suppléants de Commission Intercommunale des Impôts Directs,
- VU la liste des commissaires titulaires et des commissaires suppléants établie par l'Administratrice Générale des Finances Publiques en date du 8 octobre 2014,
- **CONSIDERANT** que le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, membre de droit de la Commission Intercommunale des Impôts Directs, peut désigner une personne appelée à le représenter,

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Max LÉVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole en tant que représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la Commission Intercommunale des Impôts Directs. Dans ce cadre, Monsieur Max LÉVITA, est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2015-29
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 192437-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

21 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule » / Autorisation de Stationnement N° 69

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n° 95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n° 95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n° 2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n° 73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n° 78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;

- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 3 juin 2013, 2013/1258/T/N;
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier lui confiant du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'Urbanisme et de la prise charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU.
- CONSIDERANT que La SARL TAXI KAM (N° SIRET 525 104 162) , titulaire d'une autorisation de taxi à Montpellier, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1ER : LA SARL TAXI KAM (N° SIRET 525 104 162) , DOMICILIÉE AU 1025, AVENUE HENRI BECQUEREL 34000 MONTPELLIER, EST AUTORISÉE À STATIONNER AVEC LE VÉHICULE VOLKSWAGEN TYPE CADDY IMMATRICULÉ DK-575-TJ, SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER DANS L'UN DES EMPLACEMENTS RÉSERVÉ AUX TAXIS.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 69, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 3 juin 2013, n°2013/1258/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, le Commissaire Divisionnaire du Commissariat Central de police de Montpellier, sont chargés en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à M. le Préfet.

Arrêté n°	A2015-30
Transmis en Préfecture le	20 JAN. 2015
Affiché le	20 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 192679-AI

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

20 JAN. 2015



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté relatif à la C.D.A.C. du 3 Février 2015

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le 3 février 2015.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Chantal MARION Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, pour siéger et voter le 3 février 2015 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault en qualité de Vice-Présidente, pour l'examen d'un projet d'autorisation d'exploitation commerciale concernant la création d'un commerce de détail spécialisé dans l'équipement de la maison de 193 m² de surface de vente situé à Saint Jean de Védas (34), P.A la Peyrière, Rue Robert Schuman ;

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président ;

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2015-31
Transmis en Préfecture le	21 JAN. 2015
Affiché le	21 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Emc 192756-AR

Fait à Montpellier, le 21 JAN. 2015
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Clapiers et sur le projet de Périmètre de Protection Modifié (PPM)

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-13-1 et L123-13-2,
- VU le Code de l'environnement et notamment les articles R.123-6 à R.123-23,
- VU le Code du patrimoine et notamment les articles L 621-30 et R 621-92 à R 621-95,
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 24 janvier 2013 approuvant le PLU,
- VU l'arrêté municipal n°2014-437 du 25 septembre 2014 engageant la modification n°1 du PLU.,
- VU la proposition du 27 octobre 2014 de Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France proposant de réaliser un Périmètre de Protection Modifié (PPM),
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2014 arrêtant le projet d'un Périmètre de Protection Modifié autour du Monument Historique « le mur-clocher de l'église »,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1er janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Clapiers confiant à la Commune du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU,
- VU la décision du 24 décembre 2014 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Monsieur Jean-Paul de ROFFIGNAC en qualité de commissaire enquêteur,
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Il est procédé à une enquête publique portant à la fois sur le projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Clapiers et le projet d'un Périmètre de Protection Modifié (PPM), pour une durée de 32 jours à compter du 9 février 2015 jusqu'au 12 mars 2015.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-Paul De ROFFIGNAC domicilié : 40, rue Bel Air, St Génies des Mourgues, exerçant la profession Cadre CCI Hérault retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie de Clapiers. Durant toute la durée de l'enquête soit du 9 février au 12 mars 2015, le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet aux heures d'ouverture des bureaux de la mairie de Clapiers à savoir :

- les lundi, mercredi, jeudi, vendredi : de 8 H 30 à 12 H et de 13 H 30 à 18 H
- le mardi de 8 H 30 à 12 H et de 13 H 30 à 19 H.

Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

Le siège de l'enquête est situé à Montpellier Méditerranée Métropole

Les observations peuvent également être adressées par écrit à «Monsieur le commissaire enquêteur – projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Clapiers et le projet d'un Périmètre de Protection Modifié (PPM)», Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2.

ARTICLE 4 : Le commissaire-enquêteur désigné, recevra les observations du public en mairie de Clapiers :

- le lundi 9 février 2015 de 9 h à 12 h
- le vendredi 27 février 2015 de 9 h à 12 h
- le jeudi 12 mars 2015 de 15 h à 18 h.

ARTICLE 5 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur. Dès réception des registres et des documents annexes, le commissaire enquêteur devra remettre au Président de Montpellier Méditerranée Métropole ses observations consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera au Président de Montpellier Méditerranée Métropole son rapport et ses conclusions motivées.

Ce rapport pourra être consulté, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Clapiers, pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront également consultables sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de Clapiers (à l'adresse <http://www.ville-clapiers.fr>). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de leur mise en ligne

ARTICLE 6 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux paraissant dans le Département. Il sera justifié de l'application de ces dispositions par la production de chacun des exemplaires des journaux dans lesquels les publications de l'avis auront été faites.

En outre, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée, il sera procédé à l'affichage du même avis au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, et en mairie de Clapiers. Il sera justifié de l'accomplissement de cette mesure de publicité respectivement par un certificat de M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et de M. le Maire de Clapiers.

ARTICLE 7 : Les personnes responsables du projet sont Monsieur Alban FILIPIAK à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Sylvie RAMIREZ du Service urbanisme à la Mairie de Clapiers auprès desquelles des informations sur le dossier peuvent être demandées.

ARTICLE 8 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification du PLU de Clapiers et le projet de Périmètre de Protection Modifié seront soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

ARTICLE 9 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Clapiers, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci ainsi qu'en mairie de Clapiers Cet affichage sera justifié par un certificat établi par M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et par M. le Maire de Clapiers.

Arrêté n°	A2015-32
Transmis en Préfecture le	19 JAN. 2015
Affiché le	19 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 192774-AR

Fait à Montpellier le
M. Philippe SAUREL

19 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Modification du PLU de Montpellier - Désignation des lieux d'enquête et d'affichage de l'avis d'enquête publique.

- VU le Code de l'environnement et notamment son article R.123-11 ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée par Monsieur le Maire de Montpellier en date du 24 décembre 2014 auprès de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique relative à la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier ;
- VU la décision n°E14000190/34 du 24 décembre 2014 de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Montpellier désignant Monsieur Bernard DELBOS en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Hervé SEELEUTHNER en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique relative à la modification du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier ;

A R R E T E

Article 1 : Il sera procédé à une enquête publique relative au projet de modification du PLU de la Ville de Montpellier, pour une durée de 31 jours consécutifs, du lundi 16 février 2015 inclus jusqu'au mercredi 18 mars 2015 inclus.

Article 2 : L'avis au public concernant l'enquête publique relative à la modification du PLU de la Ville de Montpellier, fera l'objet de mesures de publicité par voie d'affiches quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci, sur les lieux suivants :

- Au siège de Montpellier Méditerranée Métropole
 - sur le panneau extérieur d'affichage officiel.
- A l'hôtel de Ville de la commune de Montpellier :
 - sur le panneau extérieur d'affichage officiel.
- A proximité des secteurs objets de la modification du PLU (6 emplacements) :

Rue du Pont de Castelnaud, à l'intersection avec l'avenue François Delmas, côté quartier des Aubes ;

Avenue François Delmas, à l'intersection avec l'avenue Reine Hélène d'Italie ;

Devant la Maison pour tous George Sand, à l'angle des avenues de Saint Maur et Saint André de Novigens ;

Rue de Bugarel, devant le groupe scolaire Ovalie ;

Avenue du Mondial de rugby 2007, à l'angle avec la rue des Iles Tonga ;

Devant la Maison pour tous Michel Colucci, impasse des Numides.

Article 3 : L'avis au public sera publié sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Il sera également publié sur le site internet de la Ville de Montpellier à l'adresse <http://www.montpellier.fr>, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Article 4 : L'avis au public sera également publié par voie de presse dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Commissaire enquêteur.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-33
Transmis en Préfecture le	22 JAN. 2015
Affiché le	22 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Smc192799.AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

22 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'enquête publique relative à la modification du PLU de Montpellier

- VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.123-13-1, L.123-13-2 et R.123-19 ;
- VU le code de l'environnement et notamment les articles L.123-6 et R.123-1 à R.123-27 ;
- VU la délibération du Conseil municipal n°6 du 2 mars 2006 approuvant le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier ;
- VU les délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°184 du 21 décembre 2006, n°238 du 25 juin 2007, n°565 du 17 novembre 2008, n°218 du 22 juin 2009, n°82 du 29 mars 2010, n°181 du 9 mai 2011, n°394 du 25 juillet 2011, n°603 du 7 novembre 2011, n°376 du 23 juillet 2012, n°294 du 22 juillet 2013 et n°70 du 17 février 2014 modifiant le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°479 du 1^{er} octobre 2012 approuvant la révision simplifiée du PLU de la Ville de Montpellier dans le périmètre de la ZAC du Coteau ;
- VU les arrêtés municipaux de la Ville de Montpellier n°DAP 2-2006 du 23 novembre 2006, n°DAP 5-2007 du 4 mai 2007, n°DAP 6-2007 du 20 juillet 2007, n°DAP 3-2008 du 15 avril 2008, n°DAP 4-2008 du 2 décembre 2008, n°DAP 2-2009 du 10 juillet 2009, n°DAP 1-2010 du 13 avril 2010, n°DAP 4-2011 du 24 mai 2011, n°DAP 1-2012 du 9 janvier 2012, n°DAP 4-2012 du 17 juillet 2012, n°DAP 5-2013 du 14 mai 2013, n°DAP 6-2013 du 5 août 2013 et n°DAP 2-2014 du 3 juillet 2014 opérant la mise à jour du plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier n°526 du 17 décembre 2014 décidant l'ouverture à l'urbanisation des secteurs « entrée de ville – avenue François Delmas » et « extension d'Ovalie » et d'engager la procédure de modification du PLU de la Ville de Montpellier ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier confiant à la Ville du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU,
- VU la décision n°E14000190/34 du 24 décembre 2014 de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Montpellier désignant Monsieur Bernard DELBOS en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur Hervé SEELEUTHNER en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

- VU l'arrêté du Président de Montpellier Méditerranée Métropole n°A2015-33 du 22 janvier 2015 fixant les lieux d'affichage de l'avis d'enquête publique ;

- VU les pièces du dossier destiné à être soumis à enquête publique,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Il est procédé à une enquête publique relative au projet de modification du plan local d'urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier, pour une durée de 31 jours consécutifs, **du lundi 16 février 2015 inclus jusqu'au mardi 18 mars 2015 inclus.**

Le projet de modification du PLU de la Ville de Montpellier prévoit deux modifications consistant à ouvrir à l'urbanisation les secteurs « entrée de ville – avenue François Delmas » et « extension du quartier Ovalie » aujourd'hui situés en zone AU0 du PLU.

Les modifications envisagées ne changent pas les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), ne réduisent pas d'espace boisé classé, de zone agricole ou naturelle et forestière, ou de protection édictée en raison des risques de nuisance, et de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, et enfin ne comportent pas de graves risques de nuisance.

ARTICLE 2 : Monsieur Bernard DELBOS, architecte DPLG, ethnologue, est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour procéder à l'enquête publique relative au projet de modification du plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier, conformément aux dispositions du code de l'environnement et conformément à la décision de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Montpellier en date du 24 décembre 2014.

Monsieur Hervé SEELEUTHNER, officier supérieur de l'Armée de terre retraité, est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour procéder à l'enquête publique relative au projet de modification du plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier, conformément aux dispositions du code de l'environnement et conformément à la décision de Monsieur le Président du Tribunal administratif de Montpellier en date du 24 décembre 2014.

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi que le registre d'enquête publique numéroté, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie de Montpellier – salle d'enquête publique (hall d'entrée de la mairie – 1 place Georges Frêche – 34267 Montpellier cedex – Accès par tramway L1 et L3 station Moularès/Hôtel de Ville et tramway L4 station Georges Frêche/Hôtel de Ville), **du 16 février 2015 inclus jusqu'au 18 mars 2015 inclus.**

Chacun pourra consulter un exemplaire du dossier d'enquête et présenter ses observations sur le registre d'enquête publique ouvert à cet effet, du lundi au vendredi inclus, sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles de la mairie, **de 8h30 à 17h30 (le jeudi jusqu'à 19h)**, ainsi que le samedi 7 mars 2015, de 10h à 13h, jour de permanence du commissaire-enquêteur.

ARTICLE 4 : Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie de Montpellier – salle d'enquête publique (hall d'entrée de la mairie), les :

- **Lundi 16 février, de 10h00 à 13h00,**
- **Vendredi 6 mars, de 14h00 à 17h00,**
- **Samedi 7 mars, de 10h00 à 13h00,**
- **Mercredi 18 mars, de 14h30 à 17h30.**

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites à Monsieur le commissaire enquêteur au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse indiquée ci-dessous :

Monsieur le commissaire enquêteur – Modification du PLU de la Ville de Montpellier
Montpellier Méditerranée Métropole
Direction Urbanisme et Habitat
50 place Zeus
CS 39556
34961 Montpellier

en précisant sur l'enveloppe l'objet de l'enquête publique pour laquelle les observations sont formulées.

ARTICLE 5 : Le public pourra également recueillir toutes informations utiles sur le projet de modification du PLU auprès de la Direction Aménagement Programmation (DAP) de la Ville de Montpellier aux heures d'ouverture de ses bureaux, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles de la mairie à l'adresse suivante :

Mairie de Montpellier

Direction Aménagement Programmation

1, place Georges Frêche

34267 MONTPELLIER cedex 2

Tramway L1 et L3 : Moularès – Hôtel de Ville et tramway L4 : Georges Frêche – Hôtel de Ville

Tel : 04 67 34 70 00

Les personnes responsables du projet sont Madame Sabine CALLE à la Direction Aménagement Programmation de la Ville de Montpellier et Monsieur Alban FILIPIAK à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès desquelles des informations sur le dossier peuvent être demandées.

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai de l'enquête mentionné à l'article 1, le (ou les) registre(s) d'enquête sera (seront) mis à disposition du commissaire enquêteur et clos par lui. Ce dernier disposera ensuite d'un délai d'un mois pour transmettre à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole le dossier d'enquête accompagné de son rapport et de ses conclusions motivées

ARTICLE 7 : Un avis au public, portant les indications du présent arrêté, sera publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault : Midi Libre et La Gazette de Montpellier.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête.

Cet avis sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Montpellier quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

Il fera également l'objet d'autres mesures de publicité destinées à lui assurer la plus large diffusion, notamment par voie d'affiches sur les secteurs géographiques concernés par la modification du PLU (définies par l'arrêté n°A2015-33 du 22 janvier 2015) et par publication sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de la Ville de Montpellier (à l'adresse <http://www.montpellier.fr>).

ARTICLE 8 : Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus pendant un an à la disposition du public à Montpellier Méditerranée Métropole – Direction des Affaires Juridiques (1^{er} étage) – 50 place Zeus, 34000 Montpellier (tramway L1 et L4 : Place de l'Europe et tramway L1 : Léon Blum) ainsi qu'à la mairie de Montpellier – Direction Aménagement et Programmation (DAP) – 1, place Georges Frêche, 34267 Montpellier (tramway L1 et L3 : Moularès – Hôtel de Ville et tramway L4 : Georges Frêche – Hôtel de Ville) et à la Préfecture de l'Hérault..

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront également consultables sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de la Ville de Montpellier (à l'adresse <http://www.montpellier.fr>). L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de leur mise en ligne

ARTICLE 9 : A l'issue de l'enquête publique unique, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole sera compétent pour approuver par délibération la modification du PLU de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 10 : Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault ;

Monsieur le Commissaire enquêteur

ARTICLE 11 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Montpellier, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2015-34
Transmis en Préfecture le	22 JAN. 2015
Affiché le	22 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Lmc 192804-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

22 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Arrêté d'ouverture d'une enquête publique portant sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saussan

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L 123-13-1 et L123-13-2,
- VU le Code de l'environnement et notamment les articles R.123-6 à R.123-23,
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 08 novembre 2011 approuvant le Plan Local d'Urbanisme
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 26 mai 2014 prescrivant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme pour créer une nouvelle zone opérationnelle AUz dotée d'un règlement permettant l'opération de la ZAC créée par délibération en date du 24 février 2014,
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 26 septembre 2014 prescrivant une extension des objectifs dans la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme pour envisager un reclassement de parcelles situées dans la zone AU0 du P.L.U et non comprises dans le périmètre de la ZAC et un changement de zonage et de règlement sur le secteur des équipements, de services et d'activités dans le centre du village.
- VU la consultation des personnes publiques associées en date du 23 décembre 2014,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1er janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la convention de gestion conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saussan confiant à la Commune du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015 la mise en œuvre sur son territoire, de toutes les compétences qu'elle exerçait jusqu'alors, à l'exception des procédures relevant du Code de l'urbanisme et de la prise en charge des contrats ayant pour objet la révision ou l'élaboration du PLU,
- VU la décision n° E 14000192/34 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 06 janvier 2015 désignant Monsieur Yves SON, Ingénieur principal d'études sanitaires, inspecteur des installations classées, en qualité de commissaire enquêteur
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Il est procédé à une enquête publique portant sur le projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saussan, pour une durée de 30 jours à compter du 16 février 2015 jusqu'au 17 mars 2015 inclus.

ARTICLE 2 : Monsieur Yves SON, Ingénieur principal d'études sanitaires, inspecteur des installations classées, *demeurant 152 impasse des Agalas 34980 St Gély du Fesc*, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Montpellier

ARTICLE 3 : Les pièces du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête, à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur seront déposés à la Mairie de Saussan. Durant toute la durée de l'enquête soit du 16 février au 17 mars 2015, le public pourra consulter le dossier d'enquête et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet aux heures habituelles d'ouverture des bureaux de la mairie de Saussan à savoir :

- lundi, mardi, jeudi et vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 15 h 00 à 17 h 30,
- mercredi de 8 h 30 à 12 h 00
- samedi de 10 h 00 à 12 h 00.

Le public ne pourra pas communiquer ses observations, propositions et contre-propositions par voie électronique.

Le siège de l'enquête est situé à Montpellier Méditerranée Métropole. Les observations peuvent également être adressées par écrit à «Monsieur le commissaire enquêteur – projet de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saussan», Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus - CS 39556- 34961 Montpellier cedex 2.

ARTICLE 4 : Le commissaire-enquêteur désigné, recevra les observations du public en mairie de Saussan :

- mercredi 18 février 2015 de 8h30 à 12h00
- lundi 09 mars 2015 de 8h30 à 12h00
- mardi 17 mars 2015 de 15h00 à 17h30

ARTICLE 5 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront clos par le commissaire enquêteur. Dès réception des registres et des documents annexes, le commissaire enquêteur devra remettre au Président de Montpellier Méditerranée Métropole ses observations consignées dans un procès-verbal de synthèse, en l'invitant à produire dans un délai de quinze jours ses observations éventuelles.

Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera au Président de Montpellier Méditerranée Métropole son rapport et ses conclusions motivées.

Ce rapport pourra être consulté, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Saussan, pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront également consultables sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (à l'adresse <http://www.montpellier3m.fr>) et de Saussan (à l'adresse <http://www.saussan-herault.fr>).

L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de leur mise en ligne

ARTICLE 6 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux paraissant dans le Département. Il sera justifié de l'application de ces dispositions par la production de chacun des exemplaires des journaux dans lesquels les publications de l'avis auront été faites.

En outre, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée, il sera procédé à l'affichage du même avis au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, et en mairie de Saussan. Il sera justifié de l'accomplissement de cette mesure de publicité respectivement par un certificat de M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et de M. le Maire de Saussan.

ARTICLE 7 : Les personnes responsables du projet sont Madame Lydie GAMBIER à la Mairie de Saussan et Monsieur Alban FILIPIAK à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, auprès desquelles des informations sur le dossier peuvent être demandées.

ARTICLE 8 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de modification n°1 du PLU de Saussan sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation.

ARTICLE 9 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le Maire de Saussan, le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci ainsi qu'en mairie de Saussan. Cet affichage sera justifié par un certificat établi par M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et par M. le Maire de Saussan.

Arrêté n°	A2015-35
Transmis en Préfecture le	26 JAN. 2015
Affiché le	26 JAN. 2015
Notifié le	
Identifiant	Imc 194140-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

26 JAN. 2015

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

ARRETE DE PERIL IMMINENT

- **Vu** le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, les articles L 521-1 à L 521-4, les articles R 511-1 à R 511-11 ;
- **Vu** l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- **Vu** l'article L 2131-1 du code général des collectivités territoriales,
- **Vu** l'article L 5211-9-2 du CGCT dans sa version modifiée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles ;
- **Vu** la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové notamment son article 75 ;
- **Vu** le décret n°2014 - 1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- **Vu** la convention en vue de l'exercice transitoire des compétences de la Métropole conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier en date du 31 décembre 2014 ;
- **Vu** l'article 1 de l'arrêté du Maire de Montpellier n° 2014/3441/T/R du 13 octobre 2014 portant transfert sur des pouvoirs de Police Administrative spéciale en matière de sécurité des bâtiments publics, des immeubles collectifs et des édifices menaçant ruine ;
- **Vu** le rapport dressé par Madame Rieu, expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 20 janvier 2015, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent,
- **Vu** l'avertissement envoyé à Bilan Patrimoine demeurant au 265 avenue des Etats du Languedoc, les bureaux du Polygone à Montpellier (34000), syndicat de copropriété de l'immeuble parcelle cadastrée HM 173 sis 7 rue Boussairolles,
- **Vu** la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;
- **Considérant** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment situé 7 rue Boussairolles concernant les logements RDC de 1 à 8, R+1 de 101 à 112, R+2 de 201 à 206 et 209 à 212, R+3 de 301 à 303 et de 309 à 312, R+4 de 402 à 404, 409, 411 et 412.

ARRETE

ARTICLE 1

Le syndicat des copropriétaires Bilan Patrimoine demeurant au 265 avenue des Etats du Languedoc, les bureaux du Polygone, à Montpellier (34000) et les copropriétaires :

M. ARAGON Philippe demeurant au 1065 rue de la Croix de Figuerolles, Bât. 7 à Montpellier (34070) ;

M. et Mme ARCOS René demeurant au 115 chemin de Tremou à Combaillaux (34980) ;

M. et Mme BOYER Jean-Pierre demeurant au 6 lotissement La Pinède de la Crémade à La Fare les Oliviers (34580) ;

SCI CAPRICORNE demeurant au 628 rue de Centrayrargues à Montpellier (34070) ;

M. CARRIERE Richard S/C Flash Immobilier demeurant au 23 boulevard du Jeu de Paume à Montpellier (34000) ;
SCI EMPIRE ET FONDATION demeurant au 628 rue de Centrayrargues à Montpellier (34070) ;
M. ou Mme GAY demeurant au 5 route Saint Privas à Saint Jean de la Blaquière (34700) ;
M. ou Mme GONZALEZ Thomas demeurant au 21 rue Léo Delibes, la Crouzette à Béziers (34500) ;
M. ou Mme HEGE Jean-Maurice demeurant au Les Fargoussières, Quarante à Capestan (34310) ;
SCI JEAN ET GAYOLA demeurant au 544 route de Mende, Villa Jeanne à Montpellier (34000) ;
M. REDON demeurant au 12 rue des Loriots, Cité des Cactus à Agde (34300) ;
M. ROLLAND demeurant au 290 chemin des Papillons à Castelnaud le Lez (34170) ;
M. ROUSSEL Thomas demeurant au 12 chemin des Muriers, Clairac à Meyrannes (30410) ;
Mme SAURAT Marie demeurant au 1507 rue du Pioch de Boutonnet à Montpellier (34090) ;
SERM MISSION GRAND CŒUR demeurant au 17 boulevard du Jeu de Paume, CS 59504 à Montpellier (34961) ;
M. VERT Xavier demeurant au 129 rue des Dames à Paris (75017) ;

devront dans un délai de 15 jours à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant à :

- La coupure des alimentations en eau des logements concernés,
- L'étaiement de l'ensemble des ouvertures en façade et les planchers des zones concernés (conformément au rapport de l'expert),
- La condamnation des portes palières des logements sous interdiction d'habiter et les parties communes permettant d'y accéder,
- La purge de tous les éléments risquant de chuter (conformément au rapport de l'expert).

ARTICLE 2

Faute pour le Syndicat des copropriétaires et des copropriétaires mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3

Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, les logements RDC de 1 à 8, R+1 de 101 à 112, R+2 de 201 à 206 et 209 à 212, R+3 de 301 à 303 et de 309 à 312, R+4 de 402 à 404, 409, 411 et 412 devront être entièrement évacués par ses occupants, immédiatement. Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 4

Les copropriétaires doivent avoir informé les services de la Métropole de l'offre d'hébergement qu'ils ont faite aux occupants en application des articles L 521-1 et L 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, sans délai.

A défaut, pour les copropriétaires d'avoir assuré l'hébergement provisoire des occupants, celui-ci sera effectué par la Métropole, aux frais des copropriétaires.

ARTICLE 5

Les copropriétaires et le syndicat des copropriétaires sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L 521-1 à L 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation.

Le non respect des obligations découlant du présent arrêté est passible des sanctions pénales prévues par l'article L 511-6 ainsi que par les articles L 521-4 et L 111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 6

Si les copropriétaires ou leurs ayants droit, ou le syndicat des copropriétaires, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le syndicat des copropriétaires ou les copropriétaires, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 8

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département de l'Hérault.

ARTICLE 9

Le présent arrêté est transmis au Président du Conseil Général de l'Hérault, à la Caisse d'allocations familiales, au gestionnaire du fonds de solidarité pour le logement du département, à l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat et au Centre Communal d'Action Sociale.

ARTICLE 10

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa notification :

- Soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la Métropole.
- Soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, 6 rue Pitot, sans recours gracieux dans le délai de deux mois précité, ou à l'issue d'un recours gracieux, dans un délais de deux mois soit à compter de la notification expresse, soit à compter d'un refus tacite (constitué si l'administration ne répond pas au recours gracieux dans le délai imparti).

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A 2015 - 45
Transmise en Préfecture le	28.01.2015
	Imc 194563-AR-1-1

Fait à Montpellier, le 29 JAN. 2015

Le Président

Philippe SAUREL



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.